

Pour une autre expérience de la politique



| 08.10.10 | 15h08 • Mis à jour le

08.10.10 | 15h17

Nous ne croyons plus que quelque chose comme une expérience politique soit possible. Revenus de tout, et d'abord des illusions, nous nous méfions des projets et des sentiments collectifs : trop romantiques, inadaptés à la lucidité modeste du XXI^e siècle, criminels parfois.

L'oeuvre et le style de Claude Lefort s'élèvent en bloc contre cette incroyance qui vire le plus souvent au cynisme. On a reproché à la pensée antitotalitaire d'être responsable du triomphe du réalisme marchand. Il n'y a pas de pire contresens. D'abord parce que l'antitotalitarisme ne fait pas système : il n'existe aucun rapport entre le moralisme pressé des nouveaux philosophes et cet arpenteur patient du politique qu'était Claude Lefort. Ensuite parce que l'on confond l'expérience politique avec la révolution, et la révolution avec le soulèvement unitaire des masses. Or le premier enseignement de Lefort est que la révolution a eu lieu, qu'elle est démocratique et qu'elle se prolonge aujourd'hui, malgré les tentatives pour en atténuer les effets.

La révolution démocratique ne connaît pas de grand soir, ce pourquoi on ne la remarque pas. Sauf pour en juger sévèrement les conséquences, comme à chaque fois qu'un discours déplore la disparition des places et des hiérarchies traditionnelles au profit de l'exigence égalitaire. Claude Lefort ne partageait pas ces sévérités parce qu'il revendiquait d'appartenir à une société où le savoir ne justifie plus, à lui seul, le jugement.

Dans une démocratie, ni l'intellectuel ni l'expert ne détiennent les secrets du monde social : c'est une situation pénible pour ceux qui prétendent régenter le réel depuis leurs certitudes.

Il y a donc encore des expériences politiques, mais elles ne sont réservées ni à des lieux ni à des acteurs. Le combat des femmes dans une sphère que l'on appelle abusivement privée, les luttes sociales dans une usine, l'obstination des associations pour permettre à des immigrés d'accéder à un statut juridique : autant de mises en scène du conflit qui dessinent un espace démocratique de plein droit. La légitimité du débat sur le légitime et l'illégitime se manifeste au-delà des assemblées officielles et de manière transversale aux classes sociales. Les révolutionnaires auxquels Lefort s'en est pris ne voulaient rien entendre de ces expériences accusées de diviser le peuple. Comme leurs homologues conservateurs, ils ne virent pas que la division est dans le peuple et que l'honneur de la démocratie est de la faire paraître.

De cet aveuglement sont nés tous les malentendus à propos des droits de l'homme. A gauche, on y a lu une morale destinée à interdire l'usage de la violence aux dominés. A droite, une politique individualiste propice à l'atomisation de la société. Lefort, lui, voit dans les droits de l'homme ce qu'ils donnent à voir, c'est-à-dire l'émergence d'une nouvelle figure de la vie collective. Ces droits sont en excès "sur toute formulation advenue" parce que personne, dans une démocratie, ne peut prétendre détenir le sens de la "liberté", de l'"égalité" ou de la "propriété".

Ces notions trop bien connues du vocabulaire politique, Lefort les interroge sans cesse en évaluant les usages qui en sont faits. Surtout, il met en garde contre la tentation de croire que les sociétés contemporaines ont pleinement réalisé ces droits. Une démocratie vivante est tout le contraire d'une démocratie arrêtée dans la contemplation d'elle-même et de ses oeuvres.

Les droits de l'homme sont politiques parce qu'il y a politique à chaque fois qu'une parole est un événement. Ils cessent de l'être quand on s'en sert pour limiter la parole au nom de principes inattaquables. Les fausses évidences du moment

(par exemple, la primauté de la sécurité sur tous les autres droits, les vertus naturelles de la concurrence ou le cadre automatiquement protecteur de la nation) veulent mettre un terme au conflit et rendre impossibles les expériences politiques de la confrontation. On peut juger, grâce à Lefort, de ce que vaut cette invocation stéréotypée des droits, comme lorsque l'on dit que la sécurité est la première des libertés en affaiblissant la démocratie au prétexte de la défendre.

La critique du communisme ne vaut donc pas quitus pour les évolutions actuelles du monde. Ceux qui voyaient dans la chute du mur de Berlin l'aurore d'une démocratisation heureuse et sans heurts ont tout simplement cessé de réfléchir à ce que les droits de l'homme veulent dire. Il est pourtant devenu clair que le triomphe d'un mode de production, quel qu'il soit, n'implique pas celui de la démocratie. Lefort, pour qui le modèle politique chinois a toujours été un sujet de préoccupation, avait pressenti que le principal danger de demain serait le capitalisme autoritaire.

En réalité, le consensus autour de la quête du profit est une nouvelle tentative pour dépasser la division sociale et abandonner l'approfondissement des droits de l'homme. Il est donc hostile à la démocratie par principe, non par accident. Convaincus de la légitimité de l'argent, nombre de politiciens ne perçoivent même plus qu'il existe un conflit d'intérêts dans le mélange des fonctions. De plus en plus de citoyens deviennent hostiles aux institutions de la démocratie parce qu'elles mettent des barrières à leur réussite privée. C'est pourtant le propre d'une société pluraliste de ne reconnaître aucune source de légitimité absolue : cela vaut aujourd'hui pour le marché comme hier pour le Parti.

S'il est incorrect (pas abusif, mais faux) de parler de totalitarisme pour qualifier notre époque, il est pourtant vrai que la tentation de refaire corps autour des valeurs sacralisées par le présent existe toujours. Là, Lefort peut nous aider. Parce qu'elle était sensible à ce que la littérature nous apprend des expériences politiques, sa pensée nous engage à interroger les mots au travers desquels les hommes expriment leurs espérances. Les désirs de liberté ou d'égalité sont ambivalents au point d'être parfois confisqués par des autorités qui les utilisent à leur profit.

On sait bien que la liberté peut se voir réduite au devoir d'entreprendre et que l'égalité peut n'être qu'un droit d'entrée dans un monde injuste. Faut-il pour autant désespérer de la démocratie ? Reconnaissons au moins avec Lefort qu'elle est la seule forme de société qui encourage sa propre contestation.

Les expériences démocratiques sont aussi faites de ces conflits sur les mots puisque ceux-ci recouvrent les significations qui organisent la vie sociale. L'inconfort provient de ce que, ne disposant pas du savoir de la norme, le philosophe n'a pas à fixer le sens dernier de ces mots. Il est condamné à évoluer dans la caverne : c'est depuis toujours le destin des démocrates. Mais l'obscurité n'a jamais empêché d'avancer : il n'est pas besoin de certitudes pour armer la critique du présent.

L'ambiguïté (Merleau-Ponty) et la complication (Lefort) sont les maîtres mots d'une analyse vouée à l'inquiétude démocratique.

Michaël Foessel est l'auteur de *Etat de vigilance. Critique de la banalité sécuritaire* (éditions Le Bord de l'eau, 2010).

Michaël Foessel, philosophe, maître de conférences à l'université de Bourgogne

Article paru dans l'édition du 09.10.10

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact |

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.
